

En direct de l'USP n° 6 (05.02 – 09.02.2018)

Comité

Lors de sa séance, le comité a pris connaissance du calendrier des initiatives populaires en cours qui ont un lien avec l'agriculture, à savoir les initiatives pour des aliments équitables, pour la souveraineté alimentaire, pour les vaches à cornes et pour une eau potable propre. Il a également déterminé la suite de la procédure pour ces différentes initiatives. Les membres ont ensuite été informés sur la consultation sur la loi sur le CO₂ et sur les résultats du groupe d'experts « surfaces d'assolement ». Le comité a par ailleurs décidé de maintenir le groupe de travail « lait ». Enfin, dans le cadre d'un atelier, il a travaillé sur les objectifs et les repères de la future stratégie agricole de l'USP.

Echange avec le syndicat agricole norvégien

Le responsable de la division internationale de l'USP a été invité à Oslo par le syndicat agricole norvégien. Les Nordiques étaient intéressés par la politique agricole et commerciale de la Suisse, en particulier les négociations dans le cadre du Mercosur et les articles 104 et 104a de la Constitution fédérale. Parallèlement, des rencontres ont eu lieu avec des parlementaires du parti central, des collaborateurs de la division du commerce de l'office de l'agriculture norvégien et le comité du syndicat agricole. Un exposé et des interviews ont aussi été donnés dans le cadre d'un séminaire sur l'agriculture et la politique agricole suisse organisé par le syndicat agricole et les coopératives pour leurs membres, les représentants de l'office de l'agriculture et les médias agricoles.

Mesures de coercition à des fins d'assistance et placements extrafamiliaux

En 2013, la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a mis en place une table ronde dans le but de faire la lumière sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et sur les placements extrafamiliaux. Elle était composée à parité de victimes d'une part, et de représentants des autorités de la Confédération, des cantons et des communes ainsi que d'autres organisations, dont l'USP, d'autres part. Un rapport contenant des propositions à l'intention des autorités politiques a été adopté par la Table ronde qui a également accompagné les processus de décision politique et la mise en œuvre de la loi fédérale relative. A ce jour, quelques 5'261 demandes de contribution de solidarité pour un montant de 25'000.- CHF ont été déposées. Les demandes peuvent encore être déposées jusqu'au 31 mars 2018 et la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga clôturera officiellement le travail de la table ronde le 17 mai prochain.

Inscription pour le Brunch du 1er août

Il est temps de vous inscrire pour le Brunch du 1^{er} août 2018 ! Plus de 30 exploitations se sont déjà inscrites. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire dès maintenant et jusqu'au 27 avril directement en ligne sur <https://www.brunch.ch/fr/>. Peu importe qu'il s'agisse d'un mini, moyen ou maxi Brunch, l'essentiel est que le maximum d'exploitations participe pour que le plus grand nombre de visiteurs puisse découvrir la campagne !

Nouvelle valeur de rendement

Un représentant d'Agriexpert a informé les participants de la manifestation régionale berno-fribourgeoise de Vache mère suisse sur les conséquences de la nouvelle valeur de rendement. L'accent a été mis sur des conséquences concrètes comme l'augmentation de la valeur de rendement et donc l'augmentation de la fortune, la prise en considération de la valeur locative comme revenu et la prochaine mise en œuvre par l'administration fiscale fédérale et cantonale. En ce moment, cette thématique préoccupe l'agriculture et Agriexpert est submergé de questions, auxquelles il est toutefois généralement possible de répondre précisément.

Statistique de la semaine

D'après les dernières données structurelles, l'effectif des ovins a encore diminué. Depuis 2010, le recul est d'environ 2% par année. Entre 2011 et 2015, le nombre d'ovins abattus est passé du 242'000 à 211'000. L'année dernière, tout juste 211'000 ovins ont été abattus.

Note de la semaine

Lors de la dernière rencontre entre l'USP et la Coop, les thématiques marchés et politique étaient au centre des discussions. L'USP et la Coop partagent en grande partie leurs évaluations et le fait qu'il est urgent d'agir sur le marché du lait et de la viande de porc. L'élément central est d'améliorer la transparence lors de la fixation des prix. Côté politique, la politique agricole 22+ et les initiatives en lien avec l'agriculture ont été discutées.